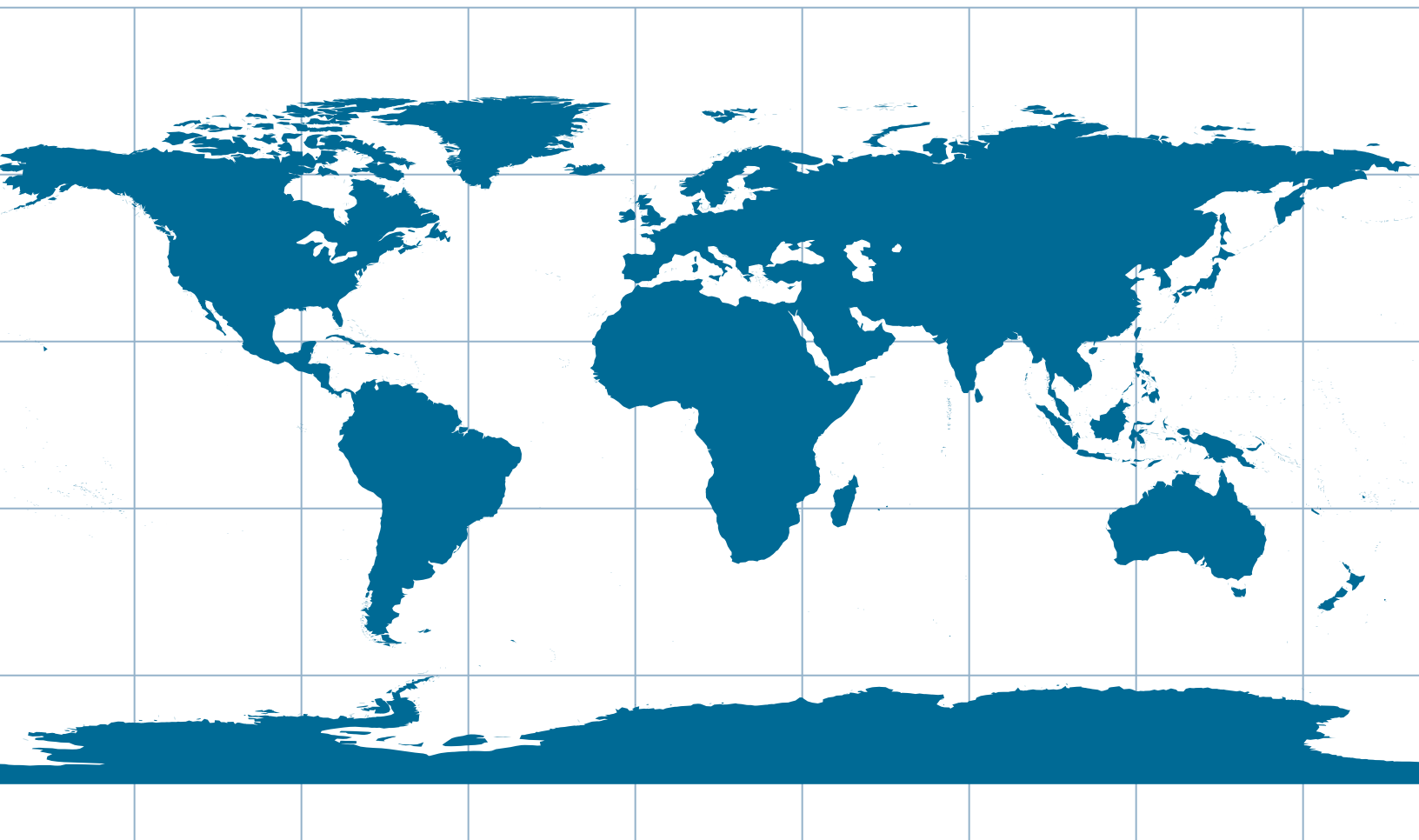


21 Janvier 2019, 11 am EST
EMBARGO

Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019

Résumé



Nations Unies
New York, 2019

Résumé

Perspectives du développement macroéconomique mondial

Il convient de prendre sans délai des mesures concrètes pour réduire les risques qui menacent l'économie mondiale et asseoir les fondations d'une croissance économique stable et durable. Une économie mondiale dynamique et inclusive est au cœur de la réalisation des objectifs ambitieux du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les décideurs doivent s'employer à limiter les risques à court terme liés aux vulnérabilités financières et à l'intensification des différends commerciaux tout en mettant en œuvre une stratégie de développement à plus long terme en vue de la réalisation des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Les mesures décisives qui s'imposent doivent reposer sur une approche multilatérale, coopérative et durable de l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale dans des domaines clés, notamment la lutte contre les changements climatiques, le financement durable, la production et la consommation durables et la correction des inégalités. Il faudrait aussi, à cet effet, accomplir des progrès dans l'avènement d'un système multilatéral plus inclusif, souple et adaptable.

En apparence, la croissance économique mondiale semble solide, masquant les risques et les déséquilibres sous-jacents

Au niveau mondial, la croissance économique s'est accélérée dans plus de la moitié des pays en 2017 et 2018. Les pays développés ont connu une progression régulière de 2,2 % de leur économie au cours des deux années et nombreux sont ceux dont les taux de croissance se sont approchés de leur potentiel, tandis que les taux de chômage dans plusieurs de ces pays sont tombés à des taux historiquement bas. Parmi les économies en développement, les régions de l'Asie de l'Est et du Sud restent sur une trajectoire de croissance relativement forte, progressant respectivement de 5,8 % et 5,6 % en 2018. De nombreux pays exportateurs de produits de base, notamment les exportateurs de combustibles, poursuivent leur reprise progressive, bien qu'ils restent exposés à l'instabilité des prix. Les conséquences de l'effondrement des marchés des produits de base sur la période 2014/2015 continuent également de compromettre l'équilibre budgétaire et le solde des opérations courantes, et ont laissé en partage des niveaux d'endettement plus élevés.

La croissance économique mondiale est restée stable à 3,1 % en 2018, une accélération induite par la politique budgétaire aux États-Unis d'Amérique ayant compensé le ralentissement de la croissance dans certaines autres grandes économies. Au niveau mondial, l'activité économique devrait s'accélérer à un rythme soutenu de 3 % en 2019, mais les signes indiquant que la croissance a peut-être atteint son point culminant sont de plus en plus nombreux. Depuis le début de 2018, la croissance de la production industrielle mondiale et du volume des échanges de marchandises a ralenti, en particulier dans les secteurs des biens

d'équipement et des biens intermédiaires à forte intensité commerciale. Les indicateurs avancés mettent en évidence un certain fléchissement de la dynamique économique dans nombre de pays en 2019, sur fond d'intensification des différends commerciaux, de risques de difficultés et d'instabilité financières et de tensions géopolitiques latentes. En parallèle, plusieurs pays développés sont aux prises avec un manque de moyens, lequel peut peser sur la croissance à court terme.

Derrière les chiffres phares, la croissance économique est inégale et ne profite souvent pas aux régions qui en ont le plus besoin

Ces chiffres phares masquent les fragilités et les reculs de nombreux pays en développement et le rythme inégal du progrès économique dans le monde. Si les perspectives économiques au niveau mondial se sont améliorées au cours des deux dernières années, plusieurs grands pays en développement ont vu leur revenu par habitant diminuer. Selon les prévisions, en 2019, la croissance du revenu par habitant devrait continuer de fléchir ou d'être faible en Afrique centrale, Afrique australe et Afrique de l'Ouest, en Asie occidentale, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, régions où près d'un quart de la population mondiale vit dans l'extrême pauvreté.

Même dans les pays où elle est forte, la croissance par habitant est souvent tirée par les principales régions industrielles, laissant de côté les zones périphériques et rurales. Alors que les taux de chômage ont atteint le niveau le plus bas jamais enregistré dans plusieurs pays développés, nombre de personnes, notamment celles dont le revenu est faible, n'ont connu qu'une croissance limitée ou nulle du revenu disponible au cours des dix dernières années. Plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à la protection sociale, ce qui contribue à entretenir des niveaux élevés d'activités de subsistance. Ces déséquilibres compliquent la réalisation des objectifs visant à éliminer la pauvreté et à créer des emplois décents pour tous. L'insuffisance de la croissance des revenus représente également une menace pour nombre d'autres objectifs de développement durable, alors que les pays s'évertuent à pallier le manque d'infrastructures, à améliorer la santé, à revaloriser le capital humain et à élargir les possibilités.

Les pays riches en ressources peinent souvent à exploiter leur potentiel de développement

Bon nombre des pays en développement qui sont en retard dépendent grandement des produits de base, à la fois en ce qui concerne les recettes d'exportation et le financement des dépenses budgétaires. Les effets conjugués de la forte instabilité des recettes d'exportation et des recettes budgétaires se traduisent dans bien des cas par de fortes fluctuations de l'activité économique et par des taux de croissance plus faibles sur le long terme. Ces effets sont exacerbés dans les pays où la gouvernance est faible et la qualité des institutions médiocre et où le manque de diversification peut constituer un obstacle au développement socioéconomique. Parmi les retardataires dont la croissance est tributaire des produits de base, nombreux sont ceux qui ont également été en proie à des conflits armés de longue date ou qui se sont heurtés à des troubles civils et à une certaine instabilité au cours des dernières décennies.

Incertitudes, risques et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les facteurs de risque et les vulnérabilités croissants menacent la viabilité à court terme de la croissance économique

Le rythme soutenu de la croissance économique mondiale dissimule l'accumulation de plusieurs risques à court terme susceptibles de perturber fortement l'activité économique et de porter gravement atteinte aux perspectives de développement à plus long terme. La matérialisation de tels risques compliquerait beaucoup la réalisation de bien des cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les pays présentant d'importantes faiblesses, telles que de forts déséquilibres macroéconomiques et des niveaux élevés d'endettement extérieur, sont particulièrement sujets à de telles perturbations. La marge de décision s'étant considérablement réduite dans le monde, tout choc extérieur pourrait avoir des conséquences graves et durables pour la croissance mondiale et la situation socioéconomique.

L'intensification des différends relatifs aux politiques commerciales présente une menace à court terme...

Au cours de l'année 2018, les tensions commerciales entre les plus grandes économies du monde se sont considérablement aggravées et se sont accompagnées d'une forte hausse du nombre de différends portés devant le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. Les mesures prises par les États-Unis en vue d'augmenter les droits d'importation ont suscité des représailles et des contre-représailles. La croissance du commerce mondial s'est essouffée, bien que des mesures de relance et des subventions directes aient jusqu'à présent compensé en grande partie les effets négatifs directs sur la Chine et les États-Unis.

Un épisode prolongé de tensions accrues et une montée en flèche de l'imposition de nouveaux droits de douane entre les plus grandes économies du monde représentent un risque considérable pour les perspectives du commerce mondial. Leur incidence sur l'économie mondiale pourrait être importante : ralentissement de l'investissement, hausse des prix à la consommation et altération de la confiance des entreprises. De tels phénomènes perturberaient gravement les chaînes de valeur mondiales, en particulier pour les exportateurs des pays de l'Asie de l'Est qui font partie intégrante des chaînes d'approvisionnement du commerce entre la Chine et les États-Unis. Le ralentissement de la croissance en Chine ou aux États-Unis pourrait également réduire la demande de produits de base, touchant les exportateurs de produits de base d'Afrique et d'Amérique latine. Il est possible que les différends commerciaux aggravent les fragilités financières, en particulier dans certaines économies émergentes. La hausse des prix à l'importation, conjuguée à un resserrement des conditions financières et à des coûts élevés de service de la dette, pourrait comprimer les bénéfices et entraîner un surendettement dans certains secteurs.

...avec des répercussions à plus long terme

Une période prolongée de faible croissance du commerce pèserait également sur la hausse de la productivité à moyen terme et, partant, sur les perspectives de croissance à plus long terme. Le commerce favorise la croissance de la productivité grâce aux économies d'échelle,

à l'accès aux intrants et à l'acquisition de connaissances et de technologies auprès de contacts internationaux. Le commerce des services contribue également à l'inclusion, à la résilience et à la diversification. Ces circuits commerciaux sont intimement liés aux décisions d'investissement, aux gains de productivité, à la croissance économique et, en définitive, au développement durable.

Un resserrement brutal des conditions financières mondiales pourrait entraîner des turbulences financières localisées...

La montée de l'incertitude politique et l'aggravation des vulnérabilités propres à chaque pays ont entraîné des épisodes d'instabilité accrue des marchés financiers en 2018. Le sentiment des investisseurs s'est senti de l'aggravation des tensions commerciales, du niveau élevé de la dette, des risques géopolitiques importants, de l'évolution du marché pétrolier et de l'incertitude quant à la direction que prendra la politique monétaire des États-Unis. Ainsi, les conditions financières mondiales ont connu un certain resserrement au cours de l'année. Dans le climat d'incertitude actuel, toute situation inattendue ou tout changement soudain du sentiment pourrait déclencher de brusques corrections des marchés et une réaffectation désordonnée du capital. Une hausse rapide des taux d'intérêt et un raffermissement important du dollar pourraient exacerber les fragilités intérieures et les difficultés financières dans certains pays, entraînant un risque accru de surendettement.

... susceptibles de prendre de l'ampleur

Les investisseurs peuvent devenir particulièrement circonspects à l'égard des pays qui présentent d'importantes vulnérabilités intérieures, comme des déficits courant et budgétaire élevés, d'importants besoins en capitaux étrangers, un manque de transparence concernant leurs obligations au titre de la dette ou des marges de manœuvre limitées face à des chocs. Les difficultés financières peuvent également se propager d'un pays à l'autre par les circuits bancaires et d'autres liens avec les marchés financiers. En outre, des réorientations discrètes de la confiance des investisseurs indiquent que les marchés financiers ont eux aussi été touchés récemment, et ce indépendamment des facteurs fondamentaux sous-jacents, exposant davantage les marchés émergents à des risques.

Des ajustements de la politique monétaire ou des erreurs d'orientation dans les grandes économies pourraient entraîner des difficultés financières accrues

Une grande incertitude entoure la trajectoire de l'ajustement de la politique monétaire dans les économies des pays développés, en particulier des États-Unis. Dans un contexte d'expansion budgétaire très procyclique et d'augmentation des droits d'importation, une forte hausse des tensions inflationnistes pourrait inciter la Réserve fédérale américaine à relever les taux d'intérêt à un rythme beaucoup plus rapide que prévu, ce qui entraînerait un resserrement brutal des conditions de liquidité mondiales.

L'incapacité éventuelle des décideurs en Europe d'arrêter le texte définitif d'accords juridiques et réglementaires avant le retrait prévu du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne en mars 2019 menace la stabilité financière,

étant donné l'importance des banques européennes dans l'orientation des flux financiers transfrontières mondiaux.

Bien qu'elle soit susceptible de favoriser la croissance à court terme, la récente décision d'assouplissement en Chine pourrait aggraver les déséquilibres financiers. Une telle aggravation peut accroître le risque d'un processus de désendettement mal maîtrisé à l'avenir et avoir des répercussions importantes sur l'activité économique réelle ainsi que des retombées régionales et mondiales.

Les risques climatiques menacent également les perspectives économiques, en particulier pour les petits États insulaires en développement

Les risques climatiques s'accroissent, la planète étant touchée par un nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes. Ces six dernières années, plus de la moitié des phénomènes météorologiques extrêmes auraient été causés par les changements climatiques. Les chocs climatiques ont des conséquences tant pour les pays développés que pour les pays en développement, exposant d'importants groupes de population au risque d'être déplacés et endommageant fortement les infrastructures essentielles. Toutefois, le coût humain des catastrophes pèse lourdement sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Nombre de petits États insulaires en développement dans les Caraïbes, l'océan Indien et l'océan Pacifique sont particulièrement exposés aux risques climatiques, et notamment aux inondations, à l'aridité croissante, à l'érosion des plages et à l'épuisement des ressources d'eau douce. Les dégâts causés par les phénomènes climatiques aux infrastructures de transport essentielles, comme les ports et les aéroports, peuvent avoir des répercussions plus larges sur le commerce international et les perspectives de développement durable des pays les plus vulnérables. Les risques liés à la submersion marine des infrastructures côtières augmenteront considérablement quand le réchauffement de la planète atteindra 1,5 °C, ce qui pourrait survenir dès les années 2030.

Les vulnérabilités sous-jacentes à plus long terme mettent en péril la durabilité de la croissance économique mondiale dans ses dimensions financière, sociale et environnementale

Les niveaux de dettes publique et privée à l'échelle mondiale ont continué d'augmenter. Dans plusieurs pays, les importantes obligations au titre du service de la dette pèsent déjà lourdement sur les finances publiques. Plus généralement, l'augmentation de la dette dans les économies des pays en développement n'a dans l'ensemble pas été accompagnée d'une expansion équivalente des actifs productifs. Cette tendance soulève des inquiétudes quant à la soutenabilité à plus long terme de la dette et à la capacité de production à moyen terme, étant donné les importantes lacunes en matière d'infrastructure, la dégradation du capital existant et l'incidence de ces deux éléments sur la productivité.

L'élimination de la pauvreté d'ici 2030 nécessitera à la fois une croissance à deux chiffres en Afrique et de fortes réductions des disparités de revenus

En ce qui concerne ses dimensions sociales, la croissance économique ne profite souvent pas à ceux qui en ont le plus besoin. La faible croissance du revenu par habitant dans les régions où les niveaux de pauvreté et les inégalités restent importants constitue un obstacle majeur au développement social. Même si des progrès considérables ont été accomplis ces 20 dernières années, plus de 700 millions de personnes vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté extrême, dont plus de la moitié se trouvent en Afrique. Afin de réaliser l'objectif visant à éliminer la pauvreté d'ici à 2030, il conviendra d'opérer des changements radicaux dans les pays où les taux de pauvreté demeurent élevés, à la fois en termes de fortes accélérations de la croissance économique et d'importantes réductions des disparités de revenus. En Afrique, il faut parvenir à une croissance économique à deux chiffres pour concrétiser les objectifs de réduction de la pauvreté, soit un taux de croissance bien supérieur à ceux enregistrés au cours des 50 dernières années.

Il faut impérativement modifier en profondeur la manière dont le monde alimente la croissance économique

Pour éviter que les systèmes humains et naturels actuels ne subissent de changements substantiels, les émissions mondiales de CO₂ doivent commencer à diminuer bien avant 2030. Bien que quelques progrès aient été réalisés en ce qui concerne la réduction de l'intensité en gaz à effet de serre de la production, la transition vers une production et une consommation écologiquement durables ne se fait pas assez rapidement, ce qui entraîne une augmentation du niveau des émissions de carbone et accélère les changements climatiques. Il convient d'opérer de toute urgence un changement fondamental et plus rapide dans la manière dont le monde alimente la croissance économique si nous voulons éviter que nos écosystèmes et nos moyens de subsistance ne subissent d'autres graves détériorations. Pour qu'une telle transformation ait lieu, il convient d'agir sur de nombreux fronts, d'accélérer l'innovation technologique et de changer profondément les comportements.

Difficultés de politique générale et voie à suivre

La conception multilatérale de l'établissement des politiques mondiales se heurte à des difficultés de taille

On estime de plus en plus que les avantages d'une plus grande intégration économique n'ont pas été équitablement répartis entre les pays ou au sein d'un même pays. Les avantages de la libéralisation du commerce et des finances sont à présent de plus en plus considérés comme des vecteurs d'aggravation des inégalités de revenus et de richesses à l'intérieur des pays, limitant la marge de décision et même, dans certains cas, portant atteinte à la souveraineté nationale. Les institutions et les accords au centre du système multilatéral sont soumis à une pression accrue, laquelle est palpable dans les domaines du commerce international, du financement international du développement et de la lutte contre les changements climatiques.

Le multilatéralisme est menacé alors même que la coopération et la gouvernance internationales importent plus que jamais. Bon nombre des difficultés exposées dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont de nature mondiale et nécessitent une action collective et coopérative.

Il convient de s'employer à créer un système multilatéral plus inclusif, souple et adaptable

Dans l'économie mondiale étroitement intégrée d'aujourd'hui, des règles et des institutions avalisées au niveau international sont essentielles pour assurer le bon fonctionnement des marchés, régler les différends et garantir la stabilité. Le renforcement du multilatéralisme est donc un facteur déterminant pour la réalisation du développement durable dans le monde entier. Pour être efficaces, les systèmes multilatéraux doivent faire face aux préoccupations et critiques légitimes. L'architecture du système commercial multilatéral doit être mieux alignée sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en créant un cadre pour le commerce international qui soit inclusif, transparent et propice au développement. Les progrès accomplis en matière de coopération fiscale internationale doivent permettre à tous les pays de percevoir leur juste part des impôts des entreprises internationales, élément qui revêt une importance particulière pour les pays les plus pauvres. Pour couper court au réchauffement de la planète, il convient de collaborer davantage à l'échelle internationale dans le domaine des technologies vertes, y compris le transfert de technologie à un prix abordable, afin d'appuyer la transition vers une production durable dans de nombreux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA).

La coopération fiscale internationale doit compléter des politiques fiscales nationales efficaces

La communauté internationale doit continuer d'œuvrer en faveur d'un régime fiscal international équitable, durable et moderne, appuyé par des politiques fiscales favorables à la croissance. Les démarches entreprises devraient être universelles dans leur approche et leur portée et devraient pleinement tenir compte des besoins et capacités propres à chaque pays. À l'ère du numérique, une conception multilatérale de la fiscalité s'impose. Néanmoins, les pays doivent disposer de la marge de manœuvre voulue pour adopter des politiques fiscales efficaces qui renforcent les finances publiques nationales en faveur du développement durable. Une mobilisation, une budgétisation et une utilisation efficaces et bien gérées des ressources publiques nationales sont essentielles pour fournir les biens et services publics de base, renforcer les infrastructures, réduire les inégalités et appuyer la stabilité macro-économique.

Une croissance écologiquement durable passe par des changements radicaux en matière de politiques et de consommation

La prise de décisions économiques doit intégrer pleinement les risques climatiques négatifs associés aux émissions, réduisant ainsi la demande de services à forte intensité de carbone et de technologies qui fonctionnent avec des combustibles fossiles. Cet objectif peut être

atteint au moyen d'outils tels que des mesures de tarification du carbone, des règlements en matière d'efficacité énergétique tels que des normes de performance minimales et des codes du bâtiment, et la réduction des régimes socialement inefficaces de subvention des combustibles fossiles. Les gouvernements peuvent aussi promouvoir des politiques destinées à favoriser les nouvelles technologies permettant d'économiser l'énergie, telles que les subventions à la recherche-développement. La diversification économique est un impératif pour les pays qui demeurent fortement tributaires de la production de combustibles fossiles.

La gestion de la richesse provenant des ressources naturelles nécessite des stratégies politiques à long terme

La richesse provenant des ressources naturelles peut créer de vastes possibilités de développement pour une économie lorsqu'elle est assortie d'une gestion efficace et de stratégies politiques à long terme. Le rendement du secteur des produits de base peut fournir des recettes essentielles pour financer un accès élargi à l'éducation et aux soins de santé, l'investissement dans les infrastructures essentielles, la fourniture de services de protection sociale essentiels et la promotion de la diversification économique. La diversification renforcera la résilience ; elle est en outre, dans bien des cas, une nécessité écologique. Pour y parvenir, il faut adopter une approche globale de la gestion des produits de base dans le cadre d'une vaste stratégie de développement durable. Les éléments dont il est indispensable de tenir compte sont notamment le renforcement des institutions, l'accroissement de la transparence, l'élaboration de politiques anticycliques et l'investissement ciblé dans le capital humain.

L'éducation, les politiques relatives à l'emploi et les infrastructures rurales sont au cœur de la réduction des inégalités

De fortes inégalités constituent un obstacle de taille à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'élargissement de l'accès à l'éducation et l'amélioration de sa qualité contribuent de manière décisive à surmonter cet obstacle. Il a été démontré que les politiques relatives à l'emploi, telles que l'augmentation du salaire minimum et l'élargissement de la protection sociale, améliorent le niveau de vie des personnes dont les revenus sont les plus faibles. Donner la priorité à la création d'infrastructures rurales, par des investissements publics dans les transports, l'agriculture et l'énergie, peut également contribuer à réduire la pauvreté et atténuer la fracture entre les zones rurales et urbaines.